

Candidatures

- **Date limite de soumission des résumés : 30 janvier 2017**
(environ 1 000 signes, anglais ou français)
- L'acceptation sera notifiée aux auteurs à la fin du mois de février 2017.
- Les contributeurs dont la proposition est retenue devront envoyer leur texte avant le 15 avril (dernier délai) en anglais ou en français avec deux résumés de 1 000 signes dans les deux langues, l'ensemble ne devant pas dépasser 35 000 signes.

Pour soumettre votre résumé, envoyez à : benoit.goffin@univ-paris8.fr

Renseignements :

<https://prcu.haiti.univ-paris8.fr>



Ce programme est financé par la délégation de l'Union Européenne en République d'Haïti.

Direction scientifique et coordination du colloque :

Bezunesh Tamru

Comité scientifique :

Olivier Archambeau, René Joly Assako Assako, Alain Berthot, Jean-Claude Bolay, Annie Bras, Anne Burlat, Jean-Louis Chaléard, Jérôme Chenal, Claude De Miras, Michel Desse, Hervé De Tricornot, Evens Emmanuel, Jean-Fritzner Etienne, Diane Lamoureux, Claire Levy Vroelant, Johan Milian, Anne Ouallet, Annette Penne, Boby Emmanuel Piard, Jhon Picard Byron, Hugo Pilkington, Marie Redon, Pascal Saffache, Jean-Fabien Steck, Jean-Marie Théodat, Alphonse Yapi-Diahou.

UNIVERSITÉ
PARIS8
VINCENNES-SAINT-DENIS



Colloque International - Appel à contribution



Du 25 au 27 avril 2017 • Port-au-Prince

Quel développement urbain pour la « ville post-crise » ?

Programme de recherches dans le champ de l'urbain
« Port-au-Prince : entre vulnérabilités et croissances urbaines, constructions d'une métropole caribéenne »



Des grandes villes dans le monde ont connu des épisodes traumatiques de fortes ampleurs (catastrophes naturelles, conflits armés) entraînant la mort de milliers de citoyens et leurs déplacements massifs. Les dégâts matériels peuvent aussi être impressionnants (endommagement du bâti, destructions des infrastructures), débouchant sur une désorganisation fonctionnelle et structurelle de la ville et renforçant ses vulnérabilités. Ces moments ou périodes de conflits politiques ou de survenue des catastrophes naturelles constituent un temps de crise parfois aiguë. La reconstruction devient alors le maître mot dans le réaménagement des villes touchées par ces crises avec une multiplication des acteurs locaux comme internationaux, ONG, organisations multilatérales, et des pouvoirs publics souvent fragilisés par la crise. Dans le cadre de ce colloque, nous souhaitons élargir les interrogations de la reconstruction post-crise, objet de multiples débats, à celles du développement post-crise de ces villes en questionnant de façon transversale les politiques publiques, les problématiques foncières ou environnementales. Nous souhaitons plus particulièrement examiner quatre dynamiques autant spatiales, sociales qu'économiques au sein du tissu urbain dense ou dans ses périphéries. Chacun de ces temps de débat interrogera le rôle de la crise et notamment l'importance qu'elle revêt en tant que facteur de causalité des évolutions récentes qui marquent ces villes.

Il s'agit en premier d'interroger les dynamiques urbaines : étalements ou densification du tissu urbain. Quelles spécificités revêtent ces processus dans les villes « post-crisis »? Apparitions et pérennisations de nouveaux quartiers, accélérations des processus, pressions sur les ressources, croissances de la population citadine ou *a contrario* une certaine rétraction ? Quels jeux et enjeux des acteurs dans cette nouvelle redistribution ? Quelles places pour les politiques publiques d'aménagements, doivent-elles coordonner les actions ou s'adapter à l'éparpillement des opérations de reconstructions ? En définitif, nous souhaiterions interroger l'existence ou pas d'un modèle particulier de développement de la ville post-crise ?

La fabrique des marges constitue notre seconde discussion : les situations précédant les crises, dévoilent souvent un tissu urbain inégalitaire et composé de quartiers précaires, voire de bidonvilles. La destruction de l'habitat et des infrastructures, les délitements des règles d'urbanisme poussent les citoyens à s'installer dans des camps de fortune tendant à se pérenniser. Ceci est aussi vrai tant dans les quartiers anciens qu'en périphérie.

La crise devient-elle un facteur de multiplication des espaces de relégations voire de précarisation des secteurs auparavant préservés ? Quelles sont les réponses urbanistiques à apporter dans le développement de la ville post-crise : réhabilitations des quartiers précaires et leur développement in situ et/ou un renouvellement urbain et des récupérations foncières pour de nouveaux usages légaux et parfois onéreux ? La question de fond posée sera celle de l'augmentation ou pas des vulnérabilités post-crise dans les marges urbaines.

Les moteurs et les pratiques du développement économique dans la ville post-crise constituent un troisième point de débat. Dans la majorité des villes dites des « Suds », l'activité informelle prend une place non négligeable voire très importante. La crise serait-elle un facteur d'augmentation des activités informelles ? L'informalité est-elle propre aux couches sociales défavorisées, populations déplacées, réfugiées ou migrants récents ? La période post-crise favorise-t-elle la privatisation de secteurs d'activités et de services dans les quartiers plus riches ? La ville post-crise serait-elle alors encore plus inégalitaire car traversée par des lignes de fracture devenues plus infranchissables entre quartiers « riches » mondialisés mais repliés localement (avec leurs propres structures de services et d'activités privées) et les espaces de relégations plus appauvris et dépendant de l'aide humanitaire ? L'enjeu du développement de la ville post-crise en deçà des opérations de reconstructions est-il aussi de recréer un tissu économique plus intégrateur et complémentaire ?

En dernier, nous souhaitons discuter de la **citadinité** permettant d'examiner l'intégration sociale et les pratiques urbaines des citoyens récents ou plus anciens. L'interrogation portera sur l'existence de nouvelles pratiques nées de la crise et sur leurs évolutions dans les périodes post-crisis. Ces évolutions entraînent-elles l'apparition de nouvelles normes sociales ? Par ailleurs, la production rapide et peu contrôlée de nouveaux quartiers interroge la cohésion sociale et les modes d'habiter de ces espaces. Comment les habitants des quartiers apparus dans les périodes dites « post-crise » pratiquent-ils la ville, en termes de déplacements, de lieux d'activités ou de sociabilités ? La crise et ses implications modifient-elles les pratiques urbaines ? Suscite-t-elle des formes d'évitement ou de nouveaux espaces et tropismes d'attractivité ? De nouvelles formes de citadinité apparaissent-elles entre les bénéficiaires des organismes d'aide et les autres citoyens dans les quartiers précaires ? La question centrale à formuler est de savoir si la crise et la période post-crise débouchent sur de nouvelles identités urbaines.